

La valse des étiquettes au Burundi

RFI, 15-01-2017 Le Burundi fait face à une hausse généralisée des prix sur fond de crise sociale. La valse des étiquettes au Burundi se poursuit, un pays d'Afrique des Grands Lacs plongé dans une grave crise depuis la décision du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat qu'il a obtenu depuis. Ce pays, classé désormais le plus pauvre du monde, selon la Banque mondiale, fait face à de graves difficultés économiques depuis qu'il est soumis à des sanctions de l'Union européenne et ses pays membres, de loin ses principaux bailleurs de fonds, en raison de son refus de dialoguer avec l'opposition en exil.

Et pour faire face à ses obligations, le pouvoir a dû augmenter de nombreuses taxes depuis le 1er janvier de ce mois, au grand mécontentement d'une population aujourd'hui réduite au silence, selon la société civile. Parmi l'essence, la bière, le sucre et la téléphonie mobile, c'est le prix du ticket du transport des personnes et des marchandises qui vient d'augmenter de 12% au Burundi. L'objectif du gouvernement est très simple, selon le président de l'Observatoire de la lutte contre la corruption et les malversations économiques (Olucome) au Burundi, Gabriel Rufyiri. «C'est pour combler le déficit budgétaire qui a été causé par le tarissement des aides extérieures suite aux sanctions qui ont touché le gouvernement burundais, et de l'autre côté par la diminution sensible des taxes causée par la crise», explique-t-il. faut dire que malgré ces déficits, Bujumbura n'a pas revu ses ambitions à la baisse. Au contraire, son budget annuel a augmenté. Une augmentation qu'il finance à coups de taxes sur la consommation, explique cette figure de la société civile burundaise, aujourd'hui en exil. En mars 2015, juste avant le début de la grave crise qui traverse ce pays, le pouvoir avait dû reculer devant la mobilisation populaire après avoir tenté d'augmenter les prix de ces mêmes produits. Aujourd'hui, cette population vit dans une misère sans nom», assure Gabriel Rufyiri, mais elle n'ose plus protester. «Tous les Burundais sont mécontents aujourd'hui parce qu'ils ne peuvent pas s'exprimer librement. C'est clair, il y a une atteinte à la liberté publique au Burundi. Il y a une peur généralisée dans notre pays. Ce qui est instauré dans notre pays, c'est la terreur.» De son côté, le gouvernement burundais tente de minimiser l'effet de ces mesures en assurant que le Burundi est jusqu'ici le pays où l'on paie le moins d'impôts dans la région.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});